

QUI VEUT (ENCORE) SAUVER LA PEAU DU GLYPHOSATE ?

Après avoir classé le glyphosate, l'herbicide le plus utilisé au monde, comme « probablement cancérigène pour les humains », le groupe de recherche sur le cancer de l'Organisation Mondiale de la Santé a fait l'objet d'intimidations menées par le géant de l'industrie agro-chimique Monsanto, bien décidé à pérenniser la vente de son produit phare. Parallèlement, en juillet dernier, les lobbies installés au Ministère français de l'agriculture et de l'alimentation ont essayé d'annuler, par ordonnance, l'autorisation des Préparations Naturelles Peu Préoccupantes (PNPP), alternatives aux pesticides.

Dans une série d'articles, intitulée « Les Monsanto Papers », Le journal le Monde décrivait les menaces de la firme à l'égard du corps scientifique comme « une guerre du géant des pesticides contre la science » et écrivait que « Pour sauver le glyphosate, la firme [Monsanto] essayait de discréditer le Centre du cancer des Nations unies par tous les moyens ».

Le CIRC a en effet conclu qu'il y avait des preuves solides de génotoxicité pour le glyphosate seul, ainsi que pour le glyphosate utilisé dans des formulations comme celle du Roundup, dont l'utilisation a augmenté spectaculairement depuis que Monsanto commercialise ses semences modifiées génétiquement pour être « Roundup Ready » [c'est-à-dire tolérantes au Roundup]. Monsanto a donc décidé de répliquer à coups de campagnes d'intimidation, de lobbying sauvage et de procédures judiciaires sans répit.

UNE GUERRE CONTRE LA SCIENCE

Selon les informations du Monde, Monsanto n'a laissé aucun répit au CIRC depuis que celui-ci a osé mettre en lumière la toxicité de son produit. L'une de ses stratégies a été « d'influencer » l'écriture du rapport de Kate Kelland, journaliste de Reuters. Effectivement, dans son papier, la journaliste a passé sous silence la plupart des recherches publiées qui étayaient le classement du glyphosate [comme cancérigène] et s'est concentrée sur la mise en valeur des

points de discussion et de débat formulés par l'industrie, tout en cherchant à minimiser les analyses du CIRC. Une manière habile de semer le doute..

Kate Kelland est liée au Science Media Center (SMC), appelé « l'Agence de communication des sciences », lancé en 2002 en partie pour tenter de décrédibiliser les campagnes d'information de groupes comme Greenpeace ou les Amis de la Terre (Friends of the Earth). Les nombreux-ses chercheurs-ses qui ont étudié ce groupe, ont accusé le SMC de minimiser les risques sanitaires et environnementaux de certains produits et technologies controversés.

Par ailleurs, les documents révélés par la justice américaine tendent à prouver que Monsanto emploie, par le biais d'entreprises extérieures, des individus pour laisser des commentaires positifs sur les OGM ou le Roundup sur Internet...

L'agence européenne de sécurité des aliments concluait également à l'absence de rapport entre glyphosate et cancer, conduisant ainsi au renouvellement de son autorisation en 2016 pour 18 mois. Cette autorisation arrive bientôt à échéance. En octobre 2017, la Commission européenne compte proposer son renouvellement pour dix ans. Le 30 août 2017, la France a déclaré qu'elle voterait contre. À l'heure où nous écrivons, nous espérons que le gouvernement ne cèdera pas aux pressions répétées du syndicat agricole majoritaire qui affirme, à tort, que cette interdiction signerait la mort de la profession.



DU CÔTÉ DES ALTERNATIVES EN FRANCE, LE LOBBY AUSSI EST PUISSANT

Or les alternatives existent, comme les PNPP (préparations naturelles peu préoccupantes, le plus souvent décoctions de plantes fermentées comme le purin d'ortie) que les Amis de la Terre défendent et promeuvent depuis longtemps.

À l'automne 2014, la loi d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt, a enfin reconnu que les préparations naturelles peu préoccupantes (PNPP – exemples : purins et tisanes de plantes) ne sont pas des pesticides et doivent disposer d'un cadre législatif spécifique. Effectivement, ces préparations ne tuent pas les organismes vivants mais stimulent les défenses naturelles des plantes. Une première liste de 140 plantes (alors que plus de 800 sont potentiellement utilisables) publiée en avril 2016 permet leur utilisation légale pour soigner les cultures...

Mais les pourvoyeurs de pesticides ne l'entendent pas de cette oreille... Les lobbies toujours installés au ministère de l'agriculture et de l'alimentation ont voulu annuler, par ordonnance, l'autorisation des PNPP biostimulants, alternatives naturelles aux pesticides, au prétexte faux, d'alignement sur la réglementation européenne.

Comment peut-on oser permettre à chaque paysan·ne ou artisan·e de fabriquer elle-même ou lui-même ses propres préparations naturelles ?

Comment peut-on oser permettre à chaque paysan·ne ou artisan·e de fabriquer elle-même ou lui-même ses propres préparations naturelles ? Comment peut-on imaginer une alternative aux pesticides qui ne rapporte rien aux entreprises qui les vendent ?

L'Association pour la Promotion des PNPP (ASPRO-PNPP) dont les Amis de la Terre sont membres demande au ministère de renoncer à la suppression ou à la modification de la réglementation des PNPP, si ce n'est pour simplifier l'autorisation des éléments naturels biostimulants et d'en étendre la liste des produits autorisés, et surtout de ne pas faire machine arrière en complexifiant l'accès à ces produits ou en prolongeant l'usage des produits chimiques au-delà de ce à quoi le gouvernement précédent s'est engagé.

*Martine Laplante
pour les Amis de la Terre France,
membre de l'Association
pour la Promotion des PNPP.
Plus d'informations :
<https://www.aspro-pnpp.org/>*

TOUCHE
PAS A MA
TERRE !

